

INTERVENTIONS

A crise écosociale, alternative écosocialiste

Daniel Tanuro

LA RÉCESSION ACTUELLE est fréquemment comparée à celle de 1929. Or, tout instructif soit-il, ce parallèle tend à masquer deux traits majeurs qui conditionnent les sorties de crise possibles : les spécificités de la crise économique et le contexte écologique dans lequel elle se développe. Sans équivalent dans l'histoire du capitalisme, la récession actuelle coïncide en effet avec un état d'urgence environnemental sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La combinaison de ces deux dimensions marque l'entrée dans une ère nouvelle : désormais, il n'est plus de projet émancipateur qui vaille sans prendre dûment en compte les contraintes et limites naturelles, notamment climatiques.

Une conjoncture inédite

Un air de déjà vu, la crise ? Oui et non : la récession ouverte par l'affaire des *subprimes* intervient au terme de vingt-cinq années sans précédent dans l'histoire du capitalisme. On se basera ici sur les travaux de Michel Husson montrant que, depuis le tournant néolibéral de 1982-1983, le taux de profit monte, tandis que le taux d'accumulation baisse ¹. Or, cette combinaison étrange ne s'est jamais manifestée lors des précédentes périodes de taux de profit élevé (1848-1873, 1893-1913, 1947-1967 ²), au cours desquelles il y avait expansion considérable des investissements productifs, progrès social (relatif et nullement automatique, mais indiscutable) et réduction des inégalités. Aujourd'hui, à l'inverse, les profits restent dans la sphère financière, le taux de retour exigé sur investissements implique une hausse forcée du taux d'exploitation (qui asphyxie la demande), les inégalités explosent, et le bouclage du système se fait par la consommation de luxe ou par l'endettement.

Cette situation inédite, qui dure depuis un quart de siècle, valide à titre posthume la théorie des ondes longues d'Ernest Mandel et le pronostic qu'il en déduisait à la fin de sa vie ³. Pour Mandel, en effet, le passage d'une onde longue récessive à une onde longue expansive n'est pas automatique : il requiert une série de chocs au-dehors de la sphère économique proprement dite (« chocs exogènes »). Le tournant d'après-guerre, par exemple, ne fut possible que suite à l'écrasement du mouvement ouvrier par les ré-

gimes fascistes, à l'augmentation drastique du taux d'exploitation dans les autres pays capitalistes et aux commandes publiques massives, génératrices de déficit et d'inflation permanents. Le miracle des

¹ Michel Husson, « Le capitalisme toxique », *Inprecor* n° 541-542, en ligne sur <http://hussonet.free.fr>

² Aux USA, l'onde longue expansive commence dès 1940. En Europe, elle ne démarrera qu'en 1947.

³ Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development. A Marxist Interpretation*, Verso, London, 1995.

Trente Glorieuses avait donc pour revers un krach sans précédent, des millions de morts, des destructions terribles et un océan de dettes.

A la lumière de cette analyse, Mandel, contrairement à d'autres auteurs, était plus que sceptique quant à la possibilité qu'une onde longue expansive s'amorce dans les années 1990. Le redressement du taux de profit au cours de la décennie précédente avait été insuffisant, selon lui. Quant au chômage massif, à l'austérité et au recul du mouvement ouvrier, quoique douloureux, ils étaient loin de constituer un choc exogène à la mesure des exigences d'un capitalisme de plus en plus malade de ses propres lois.

Ce dernier point est crucial. Mandel, en effet, attirait particulièrement l'attention sur la contradiction croissante entre la tendance du système à augmenter le taux d'exploitation des salariés (pour compenser la baisse tendancielle du taux de profit), d'une part, et les besoins de réalisation de la plus-value cristallisée dans des quantités toujours plus énormes de produits, d'autre part. « Qui va payer toutes ces marchandises fabriquées avec des machines achetées à crédit ? » interrogeait-il. Le problème, selon lui, ne pouvait que s'aiguiser au fil du temps. Mandel y voyait une manifestation de l'épuisement historique de ce mode de production – d'où son concept de « capitalisme tardif » – en même temps qu'une source de plus en plus menaçante de barbarie potentielle.

Force est de constater que cette vision est validée par la conjoncture des vingt-cinq années écoulées : le taux de profit a été rétabli, mais cela n'a pas suffi à relancer durablement la machine ; les Etats-Unis ont connu une croissance forte, mais elle était tirée par un endettement délirant, dont on voit aujourd'hui le résultat ; l'expansion de la Chine a été remarquable, mais 55 % des marchandises étaient vendues dans les pays développés, et le marché intérieur chinois est fort loin de pouvoir entraîner toute l'économie mondiale. De toute évidence, il faudrait bien plus pour déclencher une nouvelle onde longue expansive.

Ces ondes longues, pour Mandel, ne sont pas seulement des phases de développement caractérisées par divers indicateurs économiques mais aussi des périodes historiques au sens fort du terme. Cet aspect de l'analyse est très éclairant. Survenant au terme de vingt-cinq années de « redressement » néolibéral, la récession actuelle montre que le système, loin d'apporter des solutions aux multiples difficultés de l'humanité, n'est pas sorti du marais de ses contradictions – au contraire, il s'y enfonce.

L'impasse est profonde et structurelle. Les « plans de relance » actuels l'attestent. Qu'on le veuille ou non, on retombe sur la conclusion politique centrale de Mandel : un redémarrage durable du « capitalisme tardif » nécessiterait un ensemble de chocs exogènes encore plus profonds que la Grande Dépression, le nazisme, le fascisme et la Deuxième Guerre mondiale.

Un défi écologique sans précédent

Voyons maintenant l'autre volet : la crise climatique, qui concentre peu ou prou toutes les facettes de la dégradation environnementale.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est catégorique : la combustion des combustibles fossiles envoie dans l'air des quantités de dioxyde de carbone (CO₂) supérieures à la capacité d'absorption par les écosystèmes (plantes vertes et océans). Le cycle du carbone tend à se saturer. La hausse de la concentration atmosphérique en CO₂ qui en résulte est la cause déterminante du réchauffement ⁴.

Les conséquences de ce dérèglement commencent à être bien connues. Pour rappel : la montée du niveau des océans menace les plaines côtières, les sécheresses s'aggravent dans les régions arides, les inondations se multiplient dans les régions tempérées, la productivité agricole diminue aux basses latitudes et risque de diminuer globalement au-delà d'un certain niveau de réchauffement, certaines maladies à vecteurs s'étendent, la perte de biodiversité fragilise les écosystèmes, la violence des phénomènes météorologiques extrêmes s'accroît, etc.

Le GIEC écrit noir sur blanc que les pauvres seront les principales victimes de ces phénomènes. Des centaines de millions de personnes sont concernées, en particulier par le risque de pénurie d'eau qui pourrait frapper jusqu'à trois milliards et demi d'êtres humains supplémentaires. Une partie des plaines côtières, où vit plus de 50 % de l'humanité, pourraient être rendues inhabitables avant la fin du siècle. Bref, en l'espace de quelques décennies, le monde risque de devenir subitement encore plus chaotique, injuste et violent qu'aujourd'hui.

Pour prendre la mesure de l'urgence, il convient de souligner que le seuil de dangerosité du réchauffement se situe autour de +1,7 °C par rapport à l'ère pré-industrielle, et non de +2 °C comme on le pensait jusqu'ici ⁵. Cependant, l'accélération du phénomène est telle qu'il ne semble plus guère possible de maintenir la hausse de température au-dessous d'un seuil de +2 °C à + 2,4 °C.

Encore les conditions d'une stabilisation à ce niveau sont-elles draconiennes : il s'agit de commencer à réduire les émissions globales au plus tard en 2015 et d'atteindre 50 à 85 % de diminution d'ici 2050 ⁶. Tenant compte du fait que les pays développés sont responsables du changement climatique à plus de 70 %, cet effort devrait être modulé de la façon suivante :

- les pays industrialisés devraient réduire leurs émissions de 80 à 95 % d'ici 2050, en passant par une réduction intermédiaire de 25 à 40 % en 2020 (par rapport à 1990) ;
- les pays en développement devraient « dévier substantiellement » (de 15 à 30 %) du scénario de référence

business as usual dès 2020 (2050 pour l'Afrique) ⁷.

Vu l'ampleur des périls et la sous-estimation de certains phénomènes difficilement modélisables (la désintégration des calottes glaciaires, notamment), il convient de considérer ces objectifs comme absolument im-

4/ GIEC, *Rapport de synthèse 2007*, en ligne sur http://www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/SYR_FI-NALfr.pdf

5/ cf. la fig. SPM.7 dans le « Résumé pour les décideurs » du *Rapport de Synthèse 2007*.

6/ Contribution du GT III du GIEC au *Rapport de synthèse 2007*, Technical Summary, tableau TS.2, p. 39. Le GIEC est subdivisé en trois groupes de travail. Le GT III se consacre spécifiquement aux stratégies de lutte contre le réchauffement.

7/ *Ibid.*, p. 776.

pératifs. La prudence dicte même de viser systématiquement la partie supérieure des fourchettes.

Enfin, il ne saurait être question d'arrêter l'effort en 2050. Dans la seconde moitié du siècle, selon le GIEC, il faudrait ramener les émissions de gaz à effet de serre pratiquement à zéro. C'est dire que le sauvetage du climat est inséparable d'une mutation socio-économique et technique extrêmement profonde, à réaliser en quelques générations à peine : se passer totalement du charbon, du pétrole et du gaz naturel, alors que ces sources assurent 80 % de nos besoins énergétiques.

Fin du « laissons de côté » et retour au « métabolisme social » de Marx

L'enjeu humain est colossal. Comme l'a fait remarquer le climatologue en chef de la Nasa, James Hansen, il s'agit ni plus ni moins de préserver les conditions naturelles qui ont permis l'essor de la civilisation, il y a 6 000 ans⁸.

L'époque devrait donc être considérée comme définitivement révolue où un Mandel – pourtant un des marxistes de sa génération les plus sensibles à l'enjeu écologique – pouvait conclure sa brillante démonstration sur l'improbabilité d'une relance durable du capitalisme en ajoutant :

« Nous laissons de côté la question de savoir si l'environnement pourrait ou non supporter encore cinquante ans de croissance économique du type de celle que nous avons connue pendant la période 1940 (48)-1968, avec son énorme gaspillage de ressources naturelles et les menaces croissantes qui en découlent pour l'équilibre écologique. »

« Laisser de côté » la question climatique, ou la citer pour mémoire, revient à escamoter une dimension majeure de la crise capitaliste. Une dimension qui ne fait certes pas l'objet de luttes de masse, mais que les militants anticapitalistes doivent absolument s'approprier car il y a urgence, que les conditions d'existence de plusieurs milliards d'êtres humains sont en jeu et que les réductions d'émission à opérer surdéterminent non seulement tout projet de société alternatif mais aussi, dans une certaine mesure, la stratégie et le programme à mettre en œuvre dès maintenant.

En cette matière, les marxistes gagneraient à s'inspirer de l'exemple de Marx lui-même. En effet, stimulé par les travaux de Liebig sur le risque d'un épuisement des sols dû à la rupture du cycle des nutriments, l'auteur du *Capital* en avait déduit la nécessité de « réguler rationnellement le métabolisme social (échanges de matières) entre l'humanité et la nature » et, par conséquent, d'abolir à la fois la division du travail et la séparation entre ville et campagne. Il disait même de cette régulation rationnelle des échanges de matières qu'elle constitue « la seule liberté possible ».

Cette idée semble taillée sur mesure pour appréhender conjointement la crise sociale et la crise climatique. Le volume des émissions dépend principalement, en effet, de la consommation d'énergie fossile, donc de l'activité économique. La relation n'est pas linéaire, car l'efficacité éner-

gétique augmente avec le progrès

⁸/James Hansen et al. «Target atmospheric CO2. Where should humanity aim ? » en ligne sur <http://arxiv.org/abs/0804.1126>.

technique. Mais cette augmentation n'est pas possible à l'infini et on constate empiriquement qu'elle est plus que compensée par la hausse du volume de la production. Il n'est donc pas étonnant que les courbes d'émission au XX^e siècle fassent apparaître :

- une corrélation forte entre les quantités de carbone fossile envoyées dans l'atmosphère et les deux ondes longues expansives de 1893-1913 et 1947-1967 ;
- des paliers correspondant l'un à la dépression des années 1930 et l'autre au retournement des années 1970-1980.

« Laissons de côté » - mais un instant seulement - les conditions (a)so-ciales d'une nouvelle onde longue d'expansion capitaliste. Imaginons que les masses de capitaux spéculatifs qui gonflent la « bulle financière » affluent durablement dans « l'économie réelle » et alimentent une nouvelle période de vingt ou trente années de croissance forte. Dans ce cas, la consommation d'énergie fossile augmenterait - et par conséquent les émissions de gaz à effet de serre - et le dérèglement climatique s'emballerait sans aucun doute.

Pour qu'il en aille autrement (pour que la gestion des échanges de matières demeure rationnelle), il faudrait que le capitalisme soit capable de concilier hausse du taux de profit, expansion économique et refus radical des combustibles fossiles... alors que ceux-ci sont meilleur marché que les renouvelables et le resteront, en gros, pendant une vingtaine d'années. Ce scénario, selon nous, est impossible.

Double imposture sociale et écologique du capitalisme vert

En théorie, on peut sans doute imaginer un capitalisme vert car :

- le potentiel technique des renouvelables équivaut à huit à dix fois la consommation mondiale d'énergie et peut augmenter rapidement avec le progrès scientifique ;
- d'énormes économies d'énergie peuvent être réalisées dans tous les domaines d'activité.

Mais, en pratique, on ne peut évidemment pas remplacer les fossiles par les renouvelables d'un coup de baguette magique. Il faut une transition, et c'est ici que les difficultés commencent.

Admettons qu'un dispositif mondial du type taxe carbone rende les renouvelables moins chers que les fossiles⁹, que les lobbies de l'énergie fossile s'en accommodent et qu'ils cessent de freiner la transition. Admettons en outre que les gouvernements deviennent intelligents et rationnels, fassent sagement passer les économies d'énergie avant le développement du nouveau marché des renouvelables, et décident de financements publics massifs - par exemple pour transformer toutes les constructions en « maisons passives », indépendamment de la demande solvable.

Ces hypothèses improbables sont néanmoins utiles parce qu'elles montrent que la transition énergétique postule des investissements extrêmement importants : produire des

⁹/ Michel Husson, « Climat : les limites du calcul marchand », *Viento Sur*, n° 100, déc. 2008. En ligne sur <http://hussonet.free.fr>

isolants, rénover des millions de maisons, construire des centrales à cogénération et des réseaux de chaleur, investir massivement dans le rail, fabriquer des panneaux solaires, etc. Or, tout cela requiert une énergie qui, au moins pendant les premières années, ne peut que provenir majoritairement des sources fossiles. Par conséquent, au moins pendant ces années, les émissions augmenteront en proportion.

On comprend intuitivement que ce scénario ne permet pas de commencer à réduire les émissions mondiales d'ici 2015 au plus tard – dans six ans, autant dire demain. Il le permet d'autant moins qu'il ne suffit pas de remplacer les fossiles par les renouvelables : il faut en plus changer de système énergétique. C'est ce qui ressort en particulier de l'exemple des transports.

Les transports consomment annuellement environ un milliard et demi de litres de carburant. La production d'éthanol et de biodiesel ne couvre qu'une fraction très limitée des besoins : vingt millions de litres. Mais cette fraction limitée contribue déjà à gonfler les prix des produits agricoles ainsi que le nombre de victimes de la famine (de huit cents millions à un milliard en quelques années), à dégrader sérieusement l'environnement (monocultures avec usage massif d'engrais et de pesticides) et à entraîner une vague d'appropriation de terres dans les pays du Sud – avec déplacements forcés de communautés et surexploitation des petits paysans transformés en ouvriers agricoles.

Que serait-ce si ces agrocarburants devaient couvrir ne fût-ce que la moitié des besoins énergétiques du secteur des transports ? Que serait-ce si la production de voitures – « propres » – devait connaître une nouvelle poussée massive, comme lors des Trente Glorieuses ? Outre les carburants pour faire rouler les véhicules, d'où viendrait l'énergie « propre » nécessaire pour produire l'acier, le caoutchouc, les plastiques nécessaires à leur fabrication ?

Cela ne tient pas debout. Les propositions concrètes avancées par les partisans d'un « verdissement du capitalisme » le confirment d'ailleurs : elles ne débouchent pas sur une onde longue de capitalisme prospère et propre mais sur des réductions insuffisantes des émissions de gaz à effet de serre, acquises au prix d'un régime néolibéral maintenu de chômage massif et de bas salaires.

Dans une étude récente, le WWF-France affirme que réduire les émissions de 30 % d'ici 2020 permettrait la création nette de 684 000 emplois ¹⁰. Mais les auteurs reconnaissent benoîtement que « la méthode employée ne vaut que si un chômage massif subsiste en hausse, réduisant l'effet positif sur l'emploi ». On ne sort donc pas de la crise sociale. On reste au contraire dans la logique libérale qui veut que les bas salaires, donc le chômage, conditionnent la création d'emplois.

Inacceptable sur le plan social, l'étude du WWF est contestable aussi sur le plan climatique, car elle omet de prendre en compte les rétroactions de la croissance sur le niveau des émissions. Or, même si le « bouquet énergétique » se différencie progressivement, l'augmentation de la

¹⁰ WWF France : « - 30 % de CO₂ = 684 000 emplois. L'équation gagnante pour la France » en ligne sur http://assets.panda.org/downloads/emploi_climat_bd.pdf

production et de la consommation implique forcément une combustion accrue de combustibles fossiles, surtout au début comme on l'a vu. Les émissions correspondantes doivent donc être déduites des 30 % de réduction annoncés... qui sont dans la partie basse de la fourchette découlant des projections du GIEC. Le calcul reste à faire, mais rappelons que la fourchette en question ne suffit déjà plus à rester sous le seuil de dangerosité.

A une échelle plus globale, l'impasse écologique des projets visant à verdir le capitalisme ressort du quatrième rapport du GIEC. Les économistes du GT III ont compilé les études visant à estimer les potentiels de réduction des émissions par secteur. Procédant selon le dogme libéral, qui veut qu'il y ait du chômage parce que la force de travail est trop chère et trop de CO₂ dans l'atmosphère parce que le carbone fossile ne l'est pas assez, ils ont calculé le tonnage de CO₂ dont le rejet pourrait être évité pour un coût inférieur à cent dollars la tonne ¹¹.

Le résultat est maigrelet : à ce prix-là, on parviendrait à peine, en 2030, à stabiliser au niveau de 2000 la quantité globale de carbone envoyée dans l'atmosphère. C'est totalement insuffisant. En fait, pour avoir un impact significatif, il faudrait tripler le prix du CO₂ et en faire porter la charge uniquement par les revenus du travail, afin de ne pas ruiner la compétitivité ¹². Mais, indépendamment même de toute autre considération sociale, on retomberait alors sur la question posée par Mandel : qui va acheter les marchandises fabriquées dans ces conditions ?

Produire moins ou le nucléaire ? Il faut choisir

On peut prendre le problème par n'importe quel bout, on arrive immanquablement à la même conclusion : toute relance durable du système, fût-elle « verte » ou « sélective », est incompatible à la fois avec le progrès social et avec le respect des conditions draconiennes à satisfaire pour stabiliser le climat au niveau le moins dangereux possible.

Ces conditions peuvent-elles encore être satisfaites ? La situation est devenue à ce point préoccupante qu'on hésite à répondre catégoriquement « oui ». Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'un choix très clair est posé : soit on accepte de réduire la consommation d'énergie ; soit on se résigne au nucléaire, à la production massive d'agrocarburants et à une nouvelle ère charbonnière avec déploiement à grande échelle des technologies de stockage géologique du CO₂ (système dit du « charbon propre »). Dans les délais impartis par la science du changement climatique, et dans l'état actuel des connaissances scientifiques et techniques, il n'y a pas d'autre alternative. Réduire radicalement la consommation d'énergie conditionne très strictement le passage aux renouvelables.

On arrive ainsi à ce qui constitue véritablement le nœud de l'affaire : la réduction absolue de la consommation d'énergie implique inévitablement une certaine réduction des flux de matières. La relation n'est pas linéaire, mais, pour sauver le climat au meilleur niveau possible – sans

¹¹/ GIEC, *Rapport de synthèse 2007*, fig. RID.10.

¹²/ On peut apprécier l'impact sur le revenu disponible en sachant que : 1 tonne de mazout = 2,7 tonnes de CO₂.

INTERVENTIONS

nucléaire, sans « charbon propre » et sans production massive d'agrocarburants – une décroissance planifiée de la production et de la consommation matérielles est incontournable.

C'est le nœud de l'affaire parce que se pose immédiatement une question stratégique majeure. Comment faire face simultanément à la nécessité de diminuer radicalement la production et la consommation de matières pour sauver le climat, d'une part, tout en répondant d'autre part à la nécessité criante d'augmenter radicalement, pour toutes et tous, le niveau de satisfaction des besoins humains réels : un emploi, un revenu, un logement, une protection sociale, des soins de santé, un enseignement de haut niveau, une alimentation de qualité, une retraite dans la dignité ?

Dans le cadre de la logique capitaliste, répétons-le, cette question s'apparente à la quadrature du cercle pour la simple raison que le système n'est capable de répondre aux besoins sociaux qu'en laissant tomber les miettes de la croissance de la table de l'accumulation. À l'inverse, il ne peut réduire la production que par le truchement de ses crises périodiques, qui relâchent à peine la pression sur l'environnement mais entraînent chômage de masse, misère sociale, inégalités accrues et gaspillage de richesses.

Le capitalisme peut à la rigueur s'accommoder d'un plan – il le fait en temps de guerre. Par contre, la réduction de la production est pour lui inconcevable. La raison est simple : la concurrence amène chaque propriétaire de capitaux à remplacer des travailleurs par des machines plus productives, afin de toucher un surprofit en plus du profit moyen. Cette course à la rente technologique alimente forcément une tendance permanente à la surproduction et à la surconsommation.

Une question radicalement nouvelle

Comment réduire radicalement la production et la consommation de matières tout en améliorant les conditions d'existence du plus grand nombre ? Telle est donc la question radicalement nouvelle qui se pose à la gauche. Il s'agit d'y apporter une réponse non seulement théorique mais pratique, en termes de luttes sociales, d'acteurs sociaux et de construction de rapports de forces politiques.

Or, de ce point de vue, l'affaire est extrêmement compliquée parce que le lien avec la lutte de classe élémentaire est loin d'être évident. Du fait de leur position subordonnée, les salariés, entreprise par entreprise, sont amenés spontanément à vouloir que leur patron leur donne un job et augmente leur pouvoir d'achat. Donc développe de nouvelles productions, de nouvelles marchandises et de nouveaux marchés. Il y a là un obstacle considérable, dû à l'enchaînement des salariés au mode de production capitaliste dont ils dépendent pour leur existence quotidienne.

Pour peu qu'elle cible les productions inutiles (armement) ou nuisibles (publicité) et les gaspillages structurels déterminés par la course au profit (production séparée de chaleur et d'électricité, ou production *just in time*), c'est peu dire que la réduction de la production matérielle est compatible avec l'amélioration du bien-être, de la richesse et de la qualité de vie de l'immense majorité de l'humanité : elle devient de plus en plus une condition de cette

amélioration. Mais cette condition ne peut être appréhendée et réalisée qu'au niveau de la classe exploitée dans son ensemble.

Dès lors, surmonter l'obstacle n'est possible qu'en traçant une perspective anticapitaliste globale, c'est-à-dire une perspective politique. Dans ce cadre, quatre axes stratégiques semblent à privilégier :

- la suppression des productions inutiles ou nuisibles ;
- la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences et embauche compensatoire ;
- l'expansion du secteur public, la gratuité des services et la reconquête publique de la recherche ;
- la reconversion collective des travailleurs des secteurs condamnés.¹³

Il faut travailler (beaucoup) moins, non seulement pour travailler tous et vivre mieux, mais aussi pour produire moins. Il faut sortir de la sphère marchande les activités décisives du double point de vue du sauvetage du climat et de la satisfaction des besoins humains fondamentaux, afin de les mettre entre les mains de la collectivité : c'est une condition nécessaire pour empêcher qu'elles s'inscrivent dans une spirale d'accumulation et de profit. La nationalisation de l'énergie constitue un enjeu stratégique. Elle doit être complétée par l'exigence d'un service public de l'isolation et de la rénovation thermique des bâtiments, qui a l'avantage d'offrir une réponse immédiate et efficace, tant en termes de réduction des émissions que de création d'emploi. Réduction du temps de travail et développement du secteur public, enfin, devraient permettre la reconversion collective des travailleurs employés dans les secteurs « fossiles » ou dans les activités nuisibles (armement, publicité).

Ces quatre axes impliquent une ample ponction sur les revenus du capital, à concrétiser notamment par des mesures fiscales antilibérales ainsi que par la mise sous statut public de l'ensemble des activités de banque et d'assurance. Leur élaboration et leur concrétisation sur le terrain des luttes impliquent cependant de sortir d'une vision étriquée focalisée sur la redistribution des richesses, donc sur des critères essentiellement quantitatifs. Il s'agit en effet de contester la conception même de la richesse – sa qualité, et la manière dont les richesses sont produites, donc le mode de production dans ses fondements. « Rien n'est à eux, tout est à nous » ? Certes, mais ce « tout » doit être transformé de fond en comble, et cette transformation ne peut être renvoyée aux lendemains qui chantent : l'urgence climatique impose de donner dès maintenant des éléments concrets de réponse.

A crise écosociale, réponse écosocialiste

« Le modèle actuel est arrivé au bout de ses limites tant pour l'amélioration des conditions de vie qu'il est capable d'offrir aux plus pauvres que pour l'empreinte écologique que nous pouvons imposer à la planète, mais mes clients n'investissent qu'avec des promesses de profit, et cela ne va pas changer ».¹⁴

¹³/ On trouvera une première tentative d'introduire ces questions dans le mouvement syndical dans une contribution écrite pour la campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé » lancée par le syndicat belge FGTB : « Alternative sociale et contrainte écologique », en ligne sur <http://www.contre-attaque.be/index.php?p=contrib>
¹⁴/ *Le Monde*, 3 déc. 2008.

L'auteur de ces paroles, M. Pavan Sukhdev, est économiste et banquier à la *Deutsche Bank*. Choisi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement comme pilote d'une étude sur la réorientation de l'économie mondiale vers un modèle « vert », sa citation résume parfaitement la situation : le système capitaliste est au bout de ses limites sociales et environnementales. Mais il va passer outre, parce que les capitalistes n'investissent qu'avec des promesses de profit, et que le profit nécessite la croissance. Les travailleurs, les pauvres et l'environnement paieront la facture.

Face à ce défi, l'alternative à mettre en œuvre demande une réorientation stratégique extrêmement ample et profonde, une rupture radicale avec le productivisme et toute idée de « *deus ex machina* technologique ». Le rôle du facteur subjectif, donc de la gauche politique anticapitaliste, est ici décisif.

Le système capitaliste est inséparable de la croissance de la production et de la consommation matérielles, mais celle-ci constitue un effet, pas une cause. C'est la production de valeur, forme abstraite des valeurs d'échange, qui entraîne la tendance permanente à l'accumulation sans limites de la richesse à un pôle et de la misère à l'autre. Le point crucial et le levier de l'alternative anticapitaliste restent donc fondamentalement ceux que le projet socialiste a définis : la mobilisation des exploités et des opprimés contre un système qui est basé sur la course au (sur)profit, la propriété privée des moyens de production, la marchandise, la concurrence et le salariat.

Mais ce point crucial et ce levier ne suffisent plus à définir l'alternative. La saturation du cycle du carbone signifie fondamentalement que, à la différence du passé, l'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans prise en compte des principales contraintes naturelles : limites des stocks de ressources non renouvelables à l'échelle historique, vitesse de reconstitution des ressources renouvelables, lois de conversion de l'énergie, conditions de fonctionnement des écosystèmes et des cycles biologiques, rythmes de ceux-ci. La courte définition de Lénine – le socialisme, c'est les soviets plus l'électricité – est donc obsolète : une électricité produite comment (à partir de renouvelables ou de fossiles ?), en quelles quantités, avec quels impacts environnementaux ?

S'il veut constituer une alternative globale à la hauteur du double défi écologique et social – en réalité un seul et même défi écosocial – le projet socialiste doit élucider ces questions. Pour ce faire, il ne suffit pas d'affirmer que le socialisme doit intégrer les questions écologiques. Le véritable défi consiste plutôt à intégrer le projet socialiste à l'écologie globale du super-écosystème terrestre pour en faire un projet écosocialiste. Cela signifie que le développement doit être conçu non seulement dans le but de satisfaire les besoins humains mais aussi en fonction de sa soutenabilité par l'environnement, et en acceptant de surcroît que la complexité, les inconnues et le caractère évolutif de la biosphère confèrent à cette entreprise un degré d'incertitude irréductible.